



Intégration, interdépendance et mondialisation

Paul Streeten

N'en déplaise à tous ceux qui affirment que nous vivons dans un monde plus intégré que jamais, le fait est que l'économie mondiale était plus étroitement intégrée à la fin du XIX^e siècle. Si l'intégration progresse dans certains domaines, notre monde reste fragmenté et dépourvu de coordination à bien des égards.

ON LIT PARTOUT que l'intégration progresse rapidement, au rythme de l'expansion des flux internationaux de produits, de capitaux, d'argent, d'investissement direct, de technologie, de personnes, d'information et d'idées. L'intégration internationale implique que des pays distincts doivent adopter leurs politiques comme s'ils constituaient une seule entité. La comparaison des taux d'intérêt ou des prix des actions ou des produits sur les différents marchés nationaux est souvent un moyen d'évaluer le degré d'intégration.

Si l'on définit l'intégration comme l'égalité des opportunités économiques, aussi inégales puissent être la dotation en ressources et les performances initiales des pays qu'elle concerne, le monde était plus intégré au XIX^e siècle qu'il ne l'est aujourd'hui. Bien que les barrières tarifaires dans les pays autres que le Royaume-Uni fussent alors plus élevées (20 à 40 %, contre moins de 5 % de nos jours), les barrières non tarifaires étaient bien inférieures, les mouvements de capitaux et d'argent étaient plus libres sous le régime de l'étalon or (les échanges étant à l'abri de l'effet dissuasif de taux de change variables) et les personnes circulaient beaucoup plus librement : les passeports étaient rarement nécessaires et la naturalisation s'obtenait facilement.

Fonctions d'un système intégré

Aujourd'hui, les quatre fonctions qui sont coordonnées dans un système international intégré dont l'objectif est le développement sont fragmentées. Il s'agit 1) de la génération d'excédents des transactions courantes par le centre, c'est-à-dire la puissance dominante; 2) de la conversion de ces excédents en prêts ou en investissements par les institutions financières à des conditions acceptables; 3) de la production et de la vente de biens de production et de technologies modernes; 4) du maintien et, le cas échéant, du déploiement d'une force militaire qui assure la paix et le respect du droit. Avant 1914, ces quatre fonctions étaient assurées par le Royaume-Uni, la puissance dominante; entre les deux guerres, il n'y avait pas d'ordre international, le Royaume-Uni n'étant plus capable d'assumer ces fonctions et les États-Unis pas encore disposés à prendre la relève. Mais ils en ont pris la charge pendant le quart de siècle qui a suivi la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui nous vivons dans un monde dépourvu de coordination. Les excédents des transactions courantes ont été générés dans les années 70 par quelques principautés du golfe Persique riches en pétrole, puis par la République fédérale d'Allemagne et le Japon, et — depuis la réunification de l'Allemagne — principalement

par le Japon. Les institutions financières ont proliféré dans le monde entier; elles ne se trouvent plus seulement à Londres et à New York, mais aussi à Tokyo, dans la RAS de Hong Kong, à Singapour, Francfort, Amsterdam, Zurich, dans les îles Caïmans, l'île de Jersey, les îles Vierges britanniques, à Chypre et Antigua, au Liechtenstein et Panama, dans les Antilles néerlandaises et les Bahamas, à Bahreïn, au Luxembourg, en Suisse et ailleurs. Et la force économique de pays comme l'Allemagne et le Japon a été en partie due au fait que leurs dépenses militaires étaient réduites.

Les obstacles non tarifaires qui ont été imposés par les pays membres de l'OCDE et les restrictions aux migrations internationales ont fait entrave à une intégration plus approfondie et se sont soldés par la déflation, le chômage et une croissance lente ou négative dans de nombreux pays du Sud. Mais la fragmentation actuelle nous donne une occasion sans précédent de coordonner ces quatre fonctions et de construire un monde fondé sur l'égalité, et non sur la dominance et la dépendance. La conception des moyens d'instaurer ce nouvel ordre est un défi lancé à l'imagination de nos institutions.

Entre 1870 et 1914, l'intégration du monde a été fortuite. En imposant moins d'objectifs de politique publique et en acceptant ce qui, rétrospectivement, apparut comme des contraintes irrationnelles — telles que l'étalon or et ses conséquences, à savoir des taux de change fixes et l'impossibilité de mener des politiques monétaires expansionnistes, et la discipline de budgets équilibrés —, différents pays se trouvèrent intégrés en une économie mondiale unique, dominée par une puissance, le Royaume-Uni. Les politiques intérieures étaient rigoureusement astreintes à la nécessité d'adhérer à l'étalon or. Aujourd'hui, les principales contraintes imposées aux politiques nationales résultent des activités des entreprises et banques multinationales.

Par la suite, de nombreux objectifs de politique publique ont été ajoutés à la fonction de l'État-gardien de la paix : le plein emploi, la croissance économique, la stabilité des prix, le maintien des salaires, la réduction des inégalités de revenu, l'équilibre régional, la protection de l'environnement naturel et l'accroissement des opportunités données aux femmes et aux minorités. Le rejet de contraintes comme les taux de change fixes et les limites imposées à l'action discrétionnaire des politiques monétaires et budgétaires a conduit à une plus grande intégration des économies nationales en encourageant le plein emploi et la création de l'État-providence; mais, en même temps, il a conduit à la désintégration internationale. Cette désintégration est toutefois entièrement cohérente avec un haut degré d'interdépendance internationale. Car il y a interdépendance quand un pays peut porter préjudice (ou avantage) à d'autres pays par des actions unilatérales. Le protectionnisme face à la concurrence, la dévaluation, la déflation ou la pollution de l'air et des mers au-delà des frontières nationales en sont des exemples. Une guerre atomique résultant de la désintégration internationale serait peut-être l'ultime manifestation de l'interdépendance.

«On dit souvent que la mondialisation est irréversible. Mais l'Histoire montre qu'elle est éminemment réversible.»

L'interdépendance s'exprime par le coût de la rupture des relations (ou les avantages de leur développement). Plus le coût est élevé pour un pays, plus il est dépendant. Si un petit pays bénéficie davantage de la division internationale du travail qu'un grand pays, il est plus dépendant. Si les deux parties à une transaction se trouvaient exposées à des coûts élevés en cas de rupture des liens économiques, il y aurait interdépendance.

Cinq remarques

On estime souvent qu'il existe une forte interdépendance internationale et qu'elle est allée croissant. Le commerce international est considéré comme un indicateur

de l'interdépendance, et sa valeur élevée et en augmentation rapide, hormis quelques hiatus, est reconnue comme une preuve de l'interdépendance croissante des nations. Entre 1820 et 1992, la population mondiale a augmenté de 5 fois, le revenu par habitant de 8 fois, le revenu mondial de 40 fois et le commerce mondial de 540 fois (Maddison, 1995). La mesure de l'interdépendance est parfois donnée par les flux internationaux de capitaux. Mais la notion selon laquelle la mondialisation d'aujourd'hui est d'une ampleur sans précédent et continue de progresser (Streeten, 1989; Wade, 1996) appelle cinq remarques importantes.

Premièrement, si nous considérons le commerce international rapporté au revenu national, la rapide croissance des décennies d'après-guerre peut être considérée comme un retour à la situation qui régnait avant 1914 et qui fut bouleversée par les deux guerres mondiales, la crise des années 30 et les hauts niveaux de protection. (On dit souvent que la mondialisation est irréversible. Mais l'Histoire montre qu'elle est éminemment réversible. Après avoir connu son apogée à la fin du XIX^e siècle, elle a régressé jusqu'après la deuxième guerre mondiale.) La part des exportations mondiales dans le PIB est passée de 6 % en 1950 à 16 % en 1992. Pour les pays industrialisés, elle est passée de 12 % en 1973 à 17 % en 1992, et pour les seize principaux pays industrialisés, de 18,2 % en 1900 à 21,2 % en 1913 (Nayyar, 1995, p. 3–4). Cette dernière augmentation a en grande partie résulté de la baisse spectaculaire des coûts des transports ainsi que de la diminution de barrières commerciales telles que les droits de douane et contingents d'importation, et de l'ouverture de nouveaux marchés comme la Chine et le Mexique. Les ratios sont très comparables pour certains pays. Cette augmentation des échanges rapportés au PIB a eu lieu en dépit d'un renforcement général de la protection tarifaire entre 1870 et 1913, en particulier durant les trente dernières années du XIX^e siècle. Elle n'a donc pas résulté de la libéralisation des échanges. Pendant la période de mondialisation avant 1913, le rôle de l'État s'est accru au lieu de diminuer.

Les ratios globaux des échanges au PIB sont toutefois trompeurs. Pendant les décennies qui ont suivi la guerre, la part des services, y compris les services publics, dans le PIB a énormément augmenté. Pour une large part, ces services ne sont pas échangeables ou, du moins, ne l'étaient pas jusqu'à récemment.

Si l'on prenait le ratio du commerce international à la seule production de marchandises, on constaterait une augmentation substantielle par rapport non seulement à la période de l'entre-deux-guerres, mais aussi à celle qui a précédé 1913.

Deuxième remarque à la notion selon laquelle nous vivons une mondialisation sans précédent : les pays en développement (et leurs divers groupes), qui ont bénéficié de l'expansion des échanges (et des investissements étrangers qui sont très concentrés en Asie de l'Est, au Brésil, au Mexique et maintenant en Chine) ont été peu nombreux, une douzaine au plus, bien que leur nombre ait augmenté. Douze pays d'Asie et d'Amérique latine comptent pour 75 % du total des flux de capitaux, tandis que 140 des 166 pays en développement en ont reçu moins de 5 % (López-Mejía, 1999). Une grande partie des investissements étrangers est effectuée dans un éventail restreint de branches d'activité par des entreprises de quelques pays (CNUCED, 1996). Les masses pauvres du sous-continent indien et de l'Afrique subsaharienne n'ont pas (jusqu'à présent du moins) tiré d'avantages substantiels de la croissance du commerce et des investissements internationaux. En fait, le plus gros des flux internationaux de biens, de services, d'investissement direct et de financement suivent les axes reliant l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon. Les pays les moins développés n'ont reçu que 0,1 % du total des apports d'investissement, et l'ensemble des pays en développement 0,7 %. L'Afrique en particulier a été quasiment laissée pour compte. Les 80 % de la population mondiale qui vivent dans les pays en développement n'ont que 20 % du revenu mondial (PNUD, 1997).

La troisième remarque a trait au fait que l'investissement direct étranger représente aujourd'hui une plus faible part de l'investissement total dans la plupart des pays que ce n'était le cas avant 1914. L'épargne et l'investissement intérieurs sont plus étroitement corrélés qu'ils ne l'étaient alors, ce qui implique que même les capitaux de financement ne sont guère mobiles. Cela tient en partie au fait que l'épargne publique joue un plus grand rôle aujourd'hui que dans le passé et en partie aux taux de change flottants, qui accroissent les incertitudes et limitent les engagements à long terme. Cette remarque est d'autant plus justifiée que, si les flux bruts de capitaux sont très importants, les flux nets ne le sont pas. Les déficits et excédents des transactions courantes constituent à présent une bien plus faible proportion des PIB nationaux qu'entre 1870 et 1913. Pendant les années 80, le Royaume-Uni a enregistré des excédents des transactions courantes de 8 % du PNB en moyenne, qui ont été investis à l'étranger, tandis que les excédents de l'Allemagne (de l'Ouest) et du Japon (et le déficit des États-Unis) ont été de l'ordre de 2 à 4 %. Le fait reste que ces chiffres surprennent alors que l'on fait si grand cas de la mondialisation des marchés financiers. Les entrées de capitaux aux États-Unis et les sorties du Japon ont constitué le plus gros de l'investissement étranger.

La quatrième remarque tient, comme on l'a vu, à ce que les courants migratoires sont beaucoup moins importants de nos jours que pendant les années 1870-1913. Les obstacles à l'immigration sont maintenant plus élevés qu'ils ne l'étaient à cette époque, où il n'y avait pas besoin de passeport et où les personnes étaient libres de circuler d'un pays à l'autre pour y séjourner ou travailler. Soixante millions d'Européens émigrèrent en Amérique, en Australie ou dans d'autres nouvelles

terres d'accueil. En 1900, 14 % de la population des États-Unis était née à l'étranger, contre 8 % aujourd'hui. (Notons toutefois que la technologie électronique rend la mobilité de la main-d'œuvre moins importante qu'autrefois.)

La cinquième remarque est que l'indicateur de l'interdépendance économique à retenir n'est pas tant le volume, la valeur ou le taux de croissance du commerce que le préjudice que porterait l'élimination des échanges internationaux — c'est-à-dire ses effets sur les excédents des consommateurs et des producteurs. Ces effets sont difficiles à mesurer. D'un côté, nous savons qu'une grande partie des échanges porte sur des marchandises qui ne sont que faiblement différenciées et sont faciles à remplacer par des produits nationaux semblables sans grande perte pour les acheteurs ou forte augmentation des coûts. C'est, par exemple, le cas du marché des automobiles.

D'un autre côté, des échanges de faible volume et qui augmentent lentement peuvent être d'une grande importance et causer des pertes substantielles s'ils se trouvent suspendus. Comme un maillon d'une chaîne de bicyclette, ils peuvent, quoique modestes, faire une grande différence dans le fonctionnement de l'ensemble du système. Les États-Unis, par exemple, sont fortement tributaires de l'importation d'une très faible quantité de manganèse, d'étain et de chrome. Avant la première guerre mondiale, le plus gros du commerce international consistait en échanges de matières premières contre produits manufacturés, et vice-versa, qui génèrent de gros excédents pour les pays consommateurs comme pour les pays producteurs. L'essentiel du commerce aujourd'hui s'effectue à l'intérieur des branches d'activité et même des entreprises et porte souvent sur des produits manufacturés semblables, pour lesquels ces excédents sont beaucoup plus réduits. D'ailleurs, les produits manufacturés sont souvent faits de composantes provenant d'un si grand nombre de pays qu'il est impossible d'attribuer leur origine à un pays donné.

Selon certaines définitions, il faut entendre par mondialisation ouverture aux échanges ou libéralisation. Durant la dernière décennie, cette libéralisation a été entreprise principalement par les pays anciennement socialistes, qui se sont détournés de la planification centrale pour se rallier à l'économie mondiale, et par les pays en développement, qui ont réorienté leur industrialisation axée sur le remplacement des importations pour la tourner vers l'exportation tout en démantelant partiellement le secteur étatique. Cette libéralisation n'a pas procédé de choix délibérés; elle a été opérée autant en réponse aux forces mondiales et dans l'espoir de récolter une part des bénéfices que sous les pressions exercées par la Banque mondiale et le FMI dans le cadre des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel et par les pays riches qui prônent un État minimaliste.

Certains pays de l'OCDE ont toutefois dressé des barrières supplémentaires non tarifaires telles que des restrictions dites volontaires des exportations, des mesures de protection à caractère procédural, surtout sous forme d'actions antidumping, et des subventions spécifiques aux exportations de biens et de services en concurrence avec les importations. L'Accord multi-fibres et la politique agricole commune de l'Union européenne sont des dispositifs manifestement protectionnistes. D'autres obstacles ont été dressés à l'encontre des importations d'acier, de produits électroniques et de chaussures.

Les échanges ne sont bien sûr qu'une des multiples expressions de l'interdépendance économique, et non la plus importante. On peut également citer les flux internationaux des facteurs de production — capitaux, technologie, entreprises et divers types de main-d'œuvre — ainsi que les échanges d'actifs, l'acquisition de droits sanctionnés par la loi et les flux internationaux d'information et de savoir. Les flux mondiaux de devises ont atteint le chiffre faramineux de 2 billions de dollars par jour, dont 98 % sont de nature spéculative. La société multinationale est devenue un agent important d'innovation technologique et de transferts de technologie. En 1995, les ventes des sociétés multinationales se sont élevées à 7 billions de dollars, les ventes à l'extérieur de leur pays d'origine augmentant de 20 à 30 % plus vite que le total des exportations du pays.

Conclusions

Outre l'interdépendance économique (commerce, finances et investissement direct), les courants dans tous les domaines — éducation, technologie, idéologie, culture, écologie, droit, défense, stratégie et politique — se diffusent rapidement dans le monde entier. Argent, biens, images, personnes, sports, religions, fusils, drogues, maladies et pollution ont tôt fait de franchir les frontières nationales. La création du système mondial de communications par satellite a rendu possibles les communications instantanées entre toutes les parties du monde. Il a permis non seulement la création d'un marché monétaire fonctionnant 24 heures sur 24, mais aussi la diffusion dans le monde entier de photographies d'hommes d'État et de stars de cinéma dont le visage nous est devenu plus familier que celui de nos voisins.

S'il est vrai que les États sont soumis à plus de contraintes que dans le passé — exercées d'en haut par les forces économiques mondiales et d'en bas par les peuples (minorités, tribus, ethnies) revendiquant des droits, la participation ou l'indépendance —, il est quelque peu prématuré d'annoncer leur désintégration, comme on le lit dans des ouvrages tels que ceux de Raymond Vernon, *Sovereignty at Bay* (la souveraineté aux abois), de Walter Wriston, *The Twilight of Sovereignty* (le crépuscule de la souveraineté), ou de Kenichi Ohmae, *The End of the Nation State* (la fin de l'État-nation) et *L'entreprise sans frontière*. L'illusion d'une mondialisation galopante procède d'une courte rétrospective, confinée aux trente ou quarante dernières années, période au début de laquelle les pays étaient exceptionnellement fermés en conséquence de la crise des années 30 et de la deuxième guerre mondiale.

Les points de vue diffèrent sur les avantages et les coûts de la mobilité à l'échelle mondiale de divers éléments, comme les biens et services, les finances, la technologie et les idées. Dans un passage souvent cité, John Maynard Keynes (1933, p. 237) déclarait que «les idées, le savoir, les arts, l'hospitalité, les voyages devraient, par nature, être internationaux. Mais laissons aux pays le soin de produire leurs biens dans toute la



Paul Streeten est professeur émérite de sciences économiques à l'université de Boston et Président et fondateur du journal *World Development*. Il est notamment l'auteur de *Development Perspectives*, *First Things First* et *Thinking About Development*.

mesure où il est raisonnablement et commodément possible de le faire; et il faut avant tout que la finance soit fondamentalement nationale.» La tendance de nos jours est plutôt de dénoncer «l'impérialisme culturel» ou «l'homogénéisation» des médias et l'invasion mondiale de la culture de masse, et de privilégier le patrimoine culturel local et les produits locaux tout en prônant le libre-échange des biens et des services.

Les néolibéraux préconisent le libre-échange et une large part de laissez-faire, mais non pas la libre circulation des personnes. L'économiste français du XVIII^e siècle, François Quesnay, a associé au laissez-faire le concept de laissez-passer (voyages et migration libres de toute restriction), mais ce concept est tombé dans l'oubli. Peut-être la raison en est-elle que les néolibéraux craignent que cela entraîne une accélération de la croissance démographique (ou atténue les pressions visant à la ralentir) dans les pays à faible revenu qui alimentent les flux migratoires et ne contribue pas à améliorer leur bien-être, ou compromette les objectifs économiques (notamment ceux qui concernent le niveau et la distribution du revenu), les valeurs culturelles, la stabilité et la cohésion sociales ou la sécurité dans les pays qui accueillent les migrants. Mais toutes ces objections peuvent aussi s'appliquer à la libre circulation des biens et des services. Il y a là en tout cas deux poids et deux mesures. **F&D**

Cet article est une version revue et abrégée du premier chapitre de l'ouvrage de l'auteur à paraître sous le titre Globalisation: Opportunity or Threat? (Copenhagen: Handelshøjskolen Forlag).

Bibliographie :

- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 1996, Rapport sur l'investissement dans le monde 1996 (Genève).*
- John Maynard Keynes, 1933, "National Self-Sufficiency," Yale Review, Vol. 20 (Summer).*
- Alejandro López-Mejía, 1999, «Flux massifs de capitaux : leurs causes, leurs conséquences et la manière de les gérer», document de travail du FMI 99/17 (Washington, Fonds monétaire international).*
- Angus Maddison, 1995, L'économie mondiale (Paris, Organisation de coopération et de développement économiques).*
- Deepak Nayyar, 1995, "Globalisation: The Past in Our Present," Presidential Address to the Seventy-Eighth Annual Conference of the Indian Economic Association, Chandigarh, December 28–30.*
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 1997, Rapport mondial sur le développement humain 1997 (Paris, Economica).*
- Dani Rodrik, 1997, Has Globalization Gone Too Far? (Washington: Institute for International Economics).*
- Paul Streeten, 1989, "International Cooperation," in Handbook of Development Economics, Vol. 2, ed. by Hollis Chenery and T. N. Srinivasan (Amsterdam: North Holland), p. 1153–86.*
- Robert Wade, 1996, "Globalization and Its Limits: Reports of the Death of the National Economy Are Greatly Exaggerated," in National Diversity and Global Capitalism, ed. by Suzanne Berger and Ronald Dore (Ithaca, New York; London: Cornell University Press).*